

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 4092

[C — 2006/29135]

8 SEPTEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'agrément et au financement de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de Réformes institutionnelles;

Vu le décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire, notamment les articles 4, 6, 9, 11, 13, 15, 18 et 20;

Vu la proposition de la Commission de pilotage des enseignements organisés ou subventionnés par la Communauté française quant à la programmation des agréments des manuels scolaires, logiciels scolaires et outils pédagogiques, donnée le 28 mars 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juillet 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2006;

Vu l'avis n° 40.941/2/V du Conseil d'Etat, donné le 17 août 2006, en application de l'article, 84, § 1, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant le Contrat pour l'Ecole adopté le 31 mai 2005 par le Gouvernement de la Communauté française et sa Priorité 6 visant à doter tous les élèves des outils du savoir;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente de la Communauté française, chargée de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Champ d'application et précisions liminaires

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

— « la Commission de pilotage » : la Commission de pilotage des enseignements organisés ou subventionnés par la Communauté française créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

— « le décret » : le décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté et notamment les articles 4, 5, 6, 9 et 10, la correspondance entre les années d'études de l'enseignement ordinaire et les degrés de maturité de l'enseignement spécialisé est établie comme suit :

— les trois années de l'enseignement maternel ordinaire correspondent au degré de maturité 1 dans l'enseignement spécialisé;

— la première et la deuxième années de l'enseignement primaire ordinaire correspondent au degré de maturité 2 dans l'enseignement spécialisé, hormis dans le type 2 de l'enseignement spécialisé où elles correspondent au degré de maturité 3;

— la troisième et la quatrième années de l'enseignement primaire ordinaire correspondent au degré de maturité 3 dans l'enseignement spécialisé, hormis dans le type 2 de l'enseignement spécialisé où elles correspondent au degré de maturité 4;

— la cinquième et la sixième années de l'enseignement primaire ordinaire correspondent au degré de maturité 4 dans l'enseignement spécialisé;

— la première et la deuxième année de l'enseignement secondaire ordinaire correspondent à la phase 1 dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1, de forme 2 et de forme 3;

— la troisième et la quatrième années de l'enseignement secondaire ordinaire correspondent à la phase 1 dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1, à la phase 1 et à la phase 2 dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 2 et à la phase 2 dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3;

— la cinquième et la sixième années de l'enseignement secondaire ordinaire correspondent à la phase 1 dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1, à la phase 2 dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 2 et à la phase 3 dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3.

Art. 3. L'emploi dans le présent arrêté des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

CHAPITRE II. — *De la programmation des agréments indicatifs de conformité octroyés par la Commission de pilotage*

Art. 4. La programmation par disciplines et par années d'études de l'octroi des agréments indicatifs de conformité, accordés sur la base des critères visés à l'article 3 du décret est établie comme suit pour les manuels scolaires et les collections de manuels scolaires :

— pour l'année 2006, les manuels scolaires et les collections de manuels scolaires de français et de formation mathématique en première et deuxième années de l'enseignement primaire;

— pour l'année 2007, les manuels scolaires et les collections de manuels scolaires de français, de formation mathématique, d'éveil - initiation scientifique et d'éveil - formation historique et géographique en première, deuxième, troisième et quatrième années de l'enseignement primaire ainsi que les manuels scolaires et les collections de manuels scolaires relatifs à l'ensemble des disciplines et des matières de troisième et quatrième années de l'enseignement secondaire;

— pour l'année 2008, les manuels scolaires et les collections de manuels scolaires de français, de formation mathématique, d'éveil - initiation scientifique, d'éveil - formation historique et géographique, de langues modernes ou de toute autre discipline ou matière pour toutes les années d'études de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire ainsi que les manuels scolaires et les collections de manuels scolaires relatifs à l'ensemble des disciplines et des matières de troisième, quatrième, cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire;

— pour l'année 2009, les manuels scolaires et les collections de manuels scolaires de français, de formation mathématique, d'éveil - initiation scientifique, d'éveil - formation historique et géographique, de langues modernes ou de toute autre discipline ou matière pour toutes les années d'études de l'enseignement maternel, primaire et secondaire.

Art. 5. La programmation par disciplines et par années d'études de l'octroi des agréments indicatifs de conformité, accordés sur la base des critères visés à l'article 12 du décret est établie comme suit pour les logiciels scolaires :

— pour l'année 2006, les logiciels scolaires de français, de formation mathématique, d'éveil - initiation scientifique et d'éveil - formation historique et géographique pour les six années de l'enseignement primaire;

— pour l'année 2007, les logiciels scolaires de français, de formation mathématique, d'éveil - initiation scientifique, d'éveil - formation historique et géographique, de langues modernes ou de toute autre discipline ou matière pour toutes les années d'études de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire;

— pour l'année 2008, les logiciels scolaires de français, de formation mathématique, d'éveil - initiation scientifique, d'éveil - formation historique et géographique, de langues modernes ou de toute autre discipline ou matière pour toutes les années d'études de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire ainsi que les logiciels scolaires relatifs à l'ensemble des disciplines et des matières de première et deuxième années de l'enseignement secondaire;

— pour l'année 2009, les logiciels scolaires de français, de formation mathématique, d'éveil - initiation scientifique, d'éveil - formation historique et géographique, de langues modernes ou de toute autre discipline ou matière pour toutes les années d'études de l'enseignement maternel, primaire et secondaire.

Art. 6. La programmation par disciplines et par années d'études de l'octroi des agréments indicatifs de conformité, accordés sur la base des critères visés à l'article 12 du décret est établie comme suit pour les outils pédagogiques :

— pour l'année 2006, les outils pédagogiques de français, de formation mathématique, d'éveil - initiation scientifique et d'éveil - formation historique et géographique pour toutes les années d'études de l'enseignement primaire;

— pour les années 2007, 2008 et 2009, les outils pédagogiques de français, de formation mathématique, d'éveil - initiation scientifique, d'éveil - formation historique et géographique, de langues modernes ou de toute autre discipline ou matière pour toutes les années d'études de l'enseignement maternel, primaire et secondaire;

CHAPITRE III. — *Des modalités suivant lesquelles le Service d'inspection de l'enseignement remet ses avis à la Commission de pilotage*

Art. 7. Le ou les auteurs ou le ou les éditeurs qui sollicitent un agrément pour un manuel scolaire, pour une collection de manuels scolaires, pour un logiciel scolaire ou un outil pédagogique introduisent leur demande par écrit auprès du Secrétariat de la Commission de pilotage.

La demande mentionne le titre, éventuellement le sous-titre, le nom de ou des auteurs, de ou des éditeurs, éventuellement la date et le lieu d'édition, la ou les disciplines et matières scolaires et la ou les années d'études concernées.

Trente exemplaires du manuel scolaire, de la collection de manuels scolaires, du logiciel scolaire ou de l'outil pédagogique soumis à la demande d'agrément sont joints à la demande.

Art. 8. Le Secrétariat de la Commission de pilotage acte chaque demande et en accuse réception.

Art. 9. A la réception de chaque demande, le Secrétariat de la Commission de pilotage sollicite par écrit un avis motivé préalable au Service d'inspection.

Le Secrétariat de la Commission de pilotage joint à cette demande au moins trois exemplaires du manuel scolaire, de la collection de manuels scolaires, du logiciel scolaire ou de l'outil pédagogique soumis à la demande d'agrément.

Art. 10. Pour chaque manuel scolaire, collection de manuels scolaires, logiciel scolaire ou outil pédagogique soumis à la demande d'agrément, l'Inspecteur général coordonnateur ou, à défaut, l'Inspecteur général ou l'Inspecteur coordonnateur compétent, constitue au sein du Service d'inspection un Collège d'avis en tenant compte des restrictions visées aux articles 6 et 15 du décret.

Chaque Collège d'avis est composé d'au moins deux membres.

Art. 11. Un Collège d'avis dispose d'un délai de deux mois, à compter de la date de la demande du Secrétariat de la Commission de pilotage pour remettre son unique avis écrit et motivé sur la base des critères visés aux articles 3 et 12 du décret.

L'avis est favorable ou défavorable et précise la ou les disciplines ainsi que la ou les années d'études considérées.

L'avis est remis au Secrétariat de la Commission de pilotage par le Service d'inspection.

CHAPITRE IV. — *Des formes, conditions et limites à l'usage de l'agrément indicatif de conformité*

Art. 12. § 1^{er}. Durant une période de huit années, il peut être apposé sur chaque manuel scolaire, collection de manuels scolaires, logiciel scolaire et outil pédagogique ayant obtenu un agrément indicatif de conformité par la Commission de pilotage le libellé suivant : « Conforme aux référentiels pédagogiques et agréé par la Commission de pilotage ».

§ 2. Lorsqu'un manuel scolaire, une collection de manuels scolaires, un logiciel scolaire ou outil pédagogique a obtenu un agrément indicatif de conformité par la Commission de pilotage depuis huit années, une nouvelle demande d'agrément, équivalente à une demande de renouvellement, doit être introduite auprès de la Commission de pilotage selon les modalités fixées à l'article 7. A défaut, l'agrément cesse ses effets et le libellé visé au § 1^{er} ne peut plus être apposé une fois la période de huit années écoulée.

CHAPITRE V. — *De la répartition des crédits affectés aux Programmes budgétaires spéciaux*

Art. 13. Les crédits affectés au Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de manuels scolaires agréés sont répartis comme suit :

— pour l'année 2007, la totalité des crédits affectés au Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de manuels scolaires est réservée à l'acquisition de manuels scolaires agréés pour les quatre premières années de l'enseignement primaire;

— pour l'année 2008, la totalité des crédits affectés au Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de manuels scolaires est réservée à l'acquisition de manuels scolaires agréés pour les six années de l'enseignement primaire;

— pour les années 2009 et 2010, trois quarts des crédits affectés au Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de manuels scolaires sont réservés à l'acquisition de manuels scolaires pour l'enseignement primaire et un quart des crédits sont réservés à l'acquisition de manuels scolaires pour les deux premières années de l'enseignement secondaire.

Art. 14. Les crédits affectés au Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de logiciels scolaires agréés sont répartis comme suit :

— pour l'année 2007, la moitié des crédits est répartie de manière forfaitaire entre l'ensemble des établissements scolaires d'enseignement maternel et primaire, ordinaire ou spécialisé. L'autre moitié des crédits est répartie de manière proportionnelle entre l'ensemble des établissements scolaires d'enseignement maternel et primaire, ordinaire ou spécialisé, en fonction du nombre total d'élèves régulièrement inscrits dans chaque établissement à la date du 15 janvier 2007;

— pour les années 2008, 2009 et 2010, la moitié des crédits est répartie de manière forfaitaire entre l'ensemble des établissements scolaires d'enseignement maternel, primaire et secondaire, ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française. L'autre moitié des crédits est répartie de manière proportionnelle entre l'ensemble des établissements scolaires d'enseignement maternel, primaire et secondaire, ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française, en fonction du nombre total d'élèves régulièrement inscrits dans l'établissement respectivement à la date du 15 janvier 2008, du 15 janvier 2009 et du 15 janvier 2010.

CHAPITRE VI. — *Des modalités d'introduction des demandes d'intervention des Programmes budgétaires spéciaux*

Art. 15. Chaque année, chaque établissement scolaire pour l'enseignement organisé par la Communauté française et chaque pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné peut introduire une demande d'intervention au Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de manuels scolaires et une demande d'intervention au Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de logiciels scolaires au moyen des déclarations de créance spécifiques que l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique lui délivre et accompagne celle-ci de la ou des factures justifiant l'achat de manuels scolaires ou de logiciels scolaires.

Des déclarations de créance spécifiques sont utilisées pour chaque établissement scolaire. Les pouvoirs organisateurs comptant plusieurs établissements scolaires doivent introduire une ou des demandes particulières pour chacun de leurs établissements scolaires.

La ou les déclarations de créance et la ou les factures doivent justifier des achats effectués au cours de l'année civile considérée.

Art. 16. Les montants qui ne seront pas réclamés par un établissement scolaire ou par un pouvoir organisateur durant une année civile ne pourront pas être reportés l'année ou les années suivantes.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2006.

Art. 18. La Ministre-Présidente de la Communauté française, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 septembre 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 4092

[C — 2006/29135]

8 SEPTEMBER 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de financiering van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs, inzonderheid op de artikelen 4, 6, 9, 11, 13, 15, 18 en 20;

Gelet op het voorstel van de Sturingscommissie voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs wat betreft de programmering van de erkenningen van schoolboeken, schoolsoftware en pedagogische hulpmiddelen, gegeven op 28 maart 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 juli 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 juli 2006;

Gelet op het advies nr. 40.941/2/V van de Raad van State, gegeven op 17 augustus 2006, met toepassing van artikel, 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het Schoolcontract aangenomen op 31 mei 2005 door de Regering van de Franse Gemeenschap en zijn Prioriteit 6 waarbij alle leerlingen hulpmiddelen voor kennis krijgen;

Op de voordracht van de Minister-Presidente van de Franse Gemeenschap, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en inleidende verklaringen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

— « de Sturingscommissie » : de Sturingscommissie van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, opgericht door het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

— « het decreet » : het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit en, inzonderheid de artikelen 4, 5, 6, 9 en 10, wordt de overeenstemming met de studiejaren van het gewoon onderwijs en de maturiteitsgraden van het gespecialiseerd onderwijs bepaald als volgt :

— De drie jaren van het gewoon kleuteronderwijs stemmen overeen met de maturiteitsgraad 1 in het gespecialiseerd onderwijs;

— De eerste en tweede jaren van het gewoon lager onderwijs stemmen overeen met de maturiteitsgraad 2 in het gespecialiseerd onderwijs behalve in het type 2 van het gespecialiseerd onderwijs waar ze met de maturiteitsgraad 3 overeenstemmen;

— De derde en vierde jaren van het gewoon lager onderwijs stemmen overeen met de maturiteitsgraad 3 in het gespecialiseerd onderwijs, behalve in het type 2 van het gespecialiseerd onderwijs waar ze met de maturiteitsgraad 4 overeenstemmen;

— De vijfde en zesde jaren van het gewoon lager onderwijs stemmen overeen met de maturiteitsgraad 4 van het gespecialiseerd onderwijs;

— De eerste en tweede jaren van het gewoon secundair onderwijs stemmen overeen met de fase 1 in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vormen 1, 2 en 3;

— De derde en vierde jaren van het gewoon secundair onderwijs stemmen overeen met de fase 1 in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1, met de fase 1 en de fase 2 in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 2 en met de fase 2 in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3;

— De vijfde en zesde jaren van het gewoon secundair onderwijs stemmen overeen met de fase 1 in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1, met de fase 2 in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 2 en met de fase 3 in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3.

Art. 3. Het gebruik in dit besluit van mannelijke namen voor de verschillende bekwaamheidsbewijzen en ambten is gemeenschaptig, om de leesbaarheid van de tekst te verhogen, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van beroepsnamen.

HOOFDSTUK II. — Programmering van de door de Sturingscommissie toegekende overeenstemmingserkenningen

Art. 4. De programmering per vak en per studiejaar voor de verlening van de overeenstemmingserkenningen, toegekend op basis van de criteria bedoeld in artikel 3 van het decreet wordt vastgesteld als volgt voor de schoolboeken en reeksen schoolboeken :

— Voor het jaar 2006, de schoolboeken en reeksen schoolboeken Frans en wiskundige opleiding in het eerste en het tweede jaar van het lager onderwijs;

— Voor het jaar 2007, de schoolboeken en reeksen schoolboeken Frans, wiskundige opleiding, sensibilisering - wetenschappelijke sensibilisering en initiatie - geschiedkundige en aardrijkskundige sensibilisering en opleiding in het eerste, tweede, derde en vierde jaar van het lager onderwijs alsook de schoolboeken en reeksen schoolboeken betreffende het geheel van de vakken en leerstoffen van het derde en het vierde jaar van het secundair onderwijs;

— Voor het jaar 2008, de schoolboeken en reeksen schoolboeken Frans, wiskundige opleiding, sensibilisering - wetenschappelijke sensibilisering en initiatie - geschiedkundige en aardrijkskundige sensibilisering en opleiding, moderne talen of elk ander vak of leerstof voor alle studiejaren van het kleuteronderwijs en het lager onderwijs alsook de schoolboeken en reeksen schoolboeken betreffende het geheel van de vakken en leerstoffen van het derde, het vierde, het vijfde en het zesde jaar van het secundair onderwijs;

— Voor het jaar 2009, de schoolboeken en reeksen schoolboeken Frans, wiskundige opleiding, sensibilisering - wetenschappelijke sensibilisering en initiatie - geschiedkundige en aardrijkskundige sensibilisering en opleiding, moderne talen of elk ander vak of leerstof voor alle studiejaren van het kleuter-, lager en secundair onderwijs.

Art. 5. De programmering per vak en per studiejaar voor de verlening van de overeenstemmingserkenningen, toegekend op basis van de criteria bedoeld in artikel 12 van het decreet wordt vastgesteld als volgt voor de schoolsoftware :

— Voor het jaar 2006, de schoolsoftware Frans, wiskundige opleiding, sensibilisering - wetenschappelijke sensibilisering en initiatie - geschiedkundige en aardrijkskundige sensibilisering en opleiding voor de zes jaren van het lager onderwijs;

— Voor het jaar 2007, de schoolsoftware Frans, wiskundige opleiding, sensibilisering - wetenschappelijke sensibilisering en initiatie - geschiedkundige en aardrijkskundige sensibilisering en opleiding, moderne talen of elk ander vak of leerstof voor alle studiejaren van het kleuteronderwijs en het lager onderwijs;

— Voor het jaar 2008, de schoolsoftware Frans, wiskundige opleiding, sensibilisering - wetenschappelijke sensibilisering en initiatie - geschiedkundige en aardrijkskundige sensibilisering en opleiding, moderne talen of elk ander vak of leerstof voor alle studiejaren van het kleuteronderwijs en het lager onderwijs alsook de schoolsoftware betreffende het geheel van de vakken en leerstoffen van het eerste en het tweede jaar van het secundair onderwijs;

— Voor het jaar 2009, de schoolsoftware Frans, wiskundige opleiding, sensibilisering - wetenschappelijke sensibilisering en initiatie - geschiedkundige en aardrijkskundige sensibilisering en opleiding, moderne talen of elk ander vak of leerstof voor alle studiejaren van het kleuter-, lager en secundair onderwijs.

Art. 6. De programmering per vak en per studiejaar voor de verlening van de overeenstemmingserkenningen, toegekend op basis van de criteria bedoeld in artikel 12 van het decreet wordt vastgesteld als volgt voor de pedagogische hulpmiddelen :

— Voor het jaar 2006, de pedagogische hulpmiddelen Frans, wiskundige opleiding, sensibilisering - wetenschappelijke sensibilisering en initiatie - geschiedkundige en aardrijkskundige sensibilisering en opleiding voor alle studiejaren van het lager onderwijs;

— Voor de jaren 2007, 2008 en 2009, de pedagogische hulpmiddelen Frans, wiskundige opleiding, sensibilisering - wetenschappelijke sensibilisering en initiatie - geschiedkundige en aardrijkskundige sensibilisering en opleiding, moderne talen of elk ander vak of leerstof voor alle studiejaren van het kleuter-, lager en secundair onderwijs;

HOOFDSTUK III. — De nadere regels volgens dewelke de Inspectiedienst van het onderwijs zijn adviezen aan de Sturingscommissie geeft

Art. 7. De auteur(s) of de uitgever(s) die een erkenning aanvragen voor een schoolboek, een reeks schoolboeken, een schoolsoftware of een pedagogisch hulpmiddel, dienen hun aanvraag schriftelijk in bij het Secretariaat van de Sturingscommissie.

De aanvraag vermeldt de titel, eventueel de ondertitel, de naam van de auteur(s), uitgever(s), eventueel de uitgevedatum en -plaats, het of de vak(ken) en leerstof(fen) en het of de betrokken studiejaar(ren).

Dertig exemplaren van het schoolboek, de reeks schoolboeken, de schoolsoftware of van het pedagogische hulpmiddel waarvoor een erkenningsaanvraag vereist is, worden bij de aanvraag gevoegd.

Art. 8. Het secretariaat van de Sturingscommissie neemt akte van elke aanvraag en meldt er ontvangst van.

Art. 9. Bij ontvangst van elke aanvraag, vraagt het Secretariaat van de Sturingscommissie schriftelijk een voorafgaand met redenen omkleed advies aan de Inspectiedienst.

Het Secretariaat van de Sturingscommissie voegt bij deze aanvraag ten minste drie exemplaren van het schoolboek, de reeks schoolboeken, de schoolsoftware of van het pedagogisch hulpmiddel waarvoor een erkenningsaanvraag wordt vereist.

Art. 10. Voor elk schoolboek, elke reeks schoolboeken, elke schoolsoftware of elk pedagogisch hulpmiddel waarvoor een erkenningsaanvraag wordt vereist, stelt de Inspecteur-generaal-coördinator of, bij gebreke daarvan, de bevoegde Inspecteur-generaal of de Inspecteur-coördinator, binnen de Inspectiedienst een adviescollege samen, rekening houdende met de beperkingen bedoeld in de artikelen 6 en 15 van het decreet.

Elk Adviescollege is samengesteld uit minstens twee leden.

Art. 11. Een Adviescollege beschikt over een termijn van twee maanden, te rekenen vanaf de datum van de aanvraag van het Secretariaat van de Sturingscommissie om zijn enig schriftelijk en met redenen omkleed advies uit te brengen op basis van de criteria bedoeld in de artikelen 3 en 12 van het decreet.

Het advies is gunstig of ongunstig en stelt het of de vakken, alsook het of de betrokken studiejaren vast.

Het advies wordt uitgebracht aan het Secretariaat van de Sturingscommissie door de Inspectiedienst.

HOOFDSTUK IV. — *De vormen, voorwaarden en beperkingen inzake het gebruik van de overeenstemmingserkenning*

Art. 12. § 1. Tijdens een periode van acht jaar kan op elk schoolboek, elke reeks van schoolboeken, schoolsoftware en pedagogisch hulpmiddel die een overeenstemmingserkenning door de Sturingscommissie gekregen hebben, het volgende vermeld worden : « Overeenkomstig de pedagogische referentiesystemen en erkend door de Sturingscommissie ».

§ 2. Wanneer een schoolboek, een reeks schoolboeken, een schoolsoftware of een pedagogisch hulpmiddel sinds acht jaar in aanmerking kwamen voor een overeenstemmingserkenning die verleend wordt door de Sturingscommissie, moet een nieuwe erkenningsaanvraag die gelijkgesteld is met een hernieuwingsaanvraag, ingediend worden bij de Sturingscommissie volgens de nadere regels bepaald in artikel 7. Bij gebreke daarvan houdt de erkenning op uitwerking te hebben en kan de omschrijving bedoeld in § 1 niet meer opgenomen worden zodra de periode van acht jaar afgelopen is.

HOOFDSTUK V. — *De verdeling van kredieten bestemd voor de bijzondere begrotingsprogramma's*

Art. 13. De kredieten bestemd voor het bijzonder begrotingsprogramma voor de aanschaffing van erkende schoolboeken worden verdeeld als volgt :

— Voor het jaar 2007 wordt het geheel van de kredieten bestemd voor het bijzonder begrotingsprogramma voor de aanschaffing van schoolboeken voorbehouden aan de aanschaffing van erkende schoolboeken voor de eerste vier jaren van het lager onderwijs;

— Voor het jaar 2008 wordt het geheel van de kredieten bestemd voor het bijzonder begrotingsprogramma voor de aanschaffing van schoolboeken voorbehouden aan de aanschaffing van erkende schoolboeken voor de zes jaren van het lager onderwijs;

— Voor de jaren 2009 en 2010 wordt de drie vierde van de kredieten bestemd voor het bijzonder begrotingsprogramma voor de aanschaffing van schoolboeken voorbehouden aan de aanschaffing van schoolboeken voor het lager onderwijs en wordt één vierde van de kredieten voorbehouden aan de aanschaffing van schoolboeken voor de eerste twee jaren van het secundair onderwijs;

Art. 14. De kredieten bestemd voor het bijzonder begrotingsprogramma voor de aanschaffing van erkende schoolsoftware worden verdeeld als volgt :

— Voor het jaar 2007 wordt de helft van de kredieten forfaitair verdeeld over het geheel van de schoolinrichtingen voor het gewoon of gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs. De andere helft van de kredieten wordt proportioneel verdeeld over het geheel van de schoolinrichtingen voor het gewoon of gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, in functie van het totaal aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in elke inrichting op 15 januari 2007;

— Voor de jaren 2008, 2009 en 2010 wordt de helft van de kredieten forfaitair verdeeld over het geheel van de schoolinrichtingen voor het gewoon of gespecialiseerd kleuter-, lager en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. De andere helft van de kredieten wordt proportioneel verdeeld over het geheel van de schoolinrichtingen voor het gewoon of gespecialiseerd kleuter-, lager en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, in functie van het totaal aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in de inrichting respectievelijk op 15 januari 2008, 15 januari 2009 en 15 januari 2010.

HOOFDSTUK VI. — *De nadere regels voor het indienen van aanvragen tot tegemoetkoming van de bijzondere begrotingsprogramma's*

Art. 15. Elk jaar kunnen elke schoolinrichting voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en elke inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs een aanvraag tot tegemoetkoming indienen bij het bijzonder begrotingsprogramma voor de aanschaffing van schoolboeken en een aanvraag tot tegemoetkoming bij het bijzonder begrotingsprogramma voor de aanschaffing van schoolsoftware via de specifieke aangiften van schuldvordering uitgereikt door het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en samen met de factuur(en) die de aankoop van schoolboeken of schoolsoftware verantwoordt(en).

De specifieke aangiften van schuldvordering worden gebruikt in elke schoolinrichting. De inrichtende machten met verschillende schoolinrichtingen moeten één of meer bijzondere aanvragen indienen voor elk van hun schoolinrichtingen.

De aangifte(n) van schuldvordering en de factuur(en) moeten de aankoop met betrekking tot het betrokken kalenderjaar verantwoorden.

Art. 16. De bedragen die niet tijdens een kalenderjaar door een schoolinrichting of een inrichtende macht zullen aangevraagd worden, zullen niet naar het of de volgende jaren kunnen overgedragen worden.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2006.

Art. 18. De Minister-Presidente van de Franse Gemeenschap, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 september 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA